



Fédération Nationale de l'Enseignement, de la Culture et de la Formation Professionnelle

Comité Technique ministériel du 3 octobre 2019

Déclaration liminaire de la FNEC FP-FO

Monsieur le Ministre, Mesdames et Messieurs,

C'est avec beaucoup d'émotion que les personnels ont pris connaissance du décès de notre collègue directrice de l'école maternelle de Pantin (93) et du courrier qu'elle a laissé. Elle y décrit de manière très précise, avec un remarquable recul de quelqu'un qui a déjà pris une décision irrévocable, sa souffrance au travail. Elle y décrit, la surcharge de travail, l'amoncellement des tâches nouvelles, les conséquences insupportables des réformes qui se succèdent :

- Travail les week-ends
- Stress lié à des nominations non effectuées par l'institution
- Peur de perdre une classe
- Tâches en doublon
- Outils informatiques extrêmement lourds à faire fonctionner
- Les relations de travail avec la hiérarchie
- Les difficultés avec les parents d'élèves
- La solitude du directeur
- Les aléas d'une école devenue un « lieu de vie » où l'on traite toute sorte de problèmes sauf ceux qui devraient être au centre de l'école : apprendre à lire, écrire et compter.
- L'absence de médecine scolaire
- La multitude des tâches allant des multiples réunions avec les différents acteurs à la rédaction de plan de sûreté, en passant par le travail de « management »
- Les rythmes scolaires
- Les relations difficiles avec le périscolaire
- La mise en œuvre de réformes stupides, incohérentes et chronophages
- Les conditions matérielles insupportables dans lesquelles se trouvent l'école et les enseignants
- L'attitude de l'institution qui substitue le « pas de vague » à la protection qu'elle doit à ses agents

La situation ne peut plus durer. Après la disparition de plusieurs collègues ces derniers mois, rien ne semble vouloir bouger hormis des communications médiatiques. Depuis des années, la FNEC FP-FO tire la sonnette d'alarme en CHSCT. Les contre-réformes : les rythmes scolaires, les réformes du collège et du lycée, la loi Ecole de la Confiance, l'évaluation PPCR, la territorialisation de l'Ecole de la République, les suppressions d'emplois... nuisent gravement à la santé des personnels. Le ministère s'est toujours refusé à ce que le CHSCT enquête. Le management à la France Telecom utilisé pour mettre en place les nouvelles

lois (restructurations dans le cadre des régions académiques ou des regroupements d'écoles, d'établissements ou de services, fin des CAP et des CHSCT...) : tout doit être immédiatement stoppé.

Les textes présentés au CTM aujourd'hui montrent encore une fois la volonté du gouvernement de poursuivre ses réformes sans tenir compte des revendications des personnels : dans les rectorats de Caen et de Rouen, les personnels sont toujours opposés à la fusion. Les personnels ne revendiquent pas des primes de restructuration. Ils veulent la garantie que leur service, leur poste, leur mission soient préservés. Ils veulent simplement pouvoir faire leur travail. Ils veulent pouvoir en vivre.

La réponse ne peut pas être dans la mise en place d'une « RH de proximité », qui apparaît pour ce qu'elle est : l'accompagnement de la réforme territoriale, de la mutualisation des services, de la fin des services publics de proximité, du départ de fonctionnaires avec la mise en place de conseillers de proximité pour se « reconvertir ». La réponse ne peut pas être dans le statut de directeur supérieur hiérarchique, qui serait placé sous la coupe des collectivités déjà très intrusives.

En mettant sur la table, une semaine après le suicide de notre collègue, un comité de suivi pour un statut de directeur, vous ne répondez pas aux enseignants aujourd'hui en grève, et qui par milliers dans les rassemblements et par centaines dans les Assemblées générales demandent l'arrêt des contre-réformes.

Nos collègues du premier degré demandent toujours l'instauration d'une norme de 4 jours sur 36 semaines sur tout le territoire, pour toutes les écoles, l'arrêt des PEdT et des ingérences municipales dans le fonctionnement de l'école, et l'abrogation du décret Peillon sur les rythmes scolaires ainsi que des décrets qui le complètent.

Monsieur le Ministre, le courrier de notre collègue Christine Renon appelle une réponse claire de votre part. Cela commence par l'arrêt des réformes qui dégradent les conditions de travail de tous et des suppressions massives d'emplois, sur fond d'autonomie des établissements. Les personnels enseignants, les AED, les CPE, les chefs d'établissements ne sont pas responsables. Stigmatisés, contestés dans leurs pratiques professionnelles, remis en cause et abandonnés par la hiérarchie, ils sont de plus en plus nombreux à exprimer leur souhait de démissionner.

Les tristes cas des collègues de Barrême et d'Eaubonne qui ont mis fin à leurs jours pour des raisons directement liées à l'exercice de leur métier montrent qu'ils se sont retrouvés seuls face à la calomnie, voire mis au banc des accusés par leur hiérarchie.

La FNEC FP-FO s'est associée à la demande d'un CHSCT Ministériel extraordinaire. Elle entend défendre l'exigence d'une véritable politique de prévention primaire des risques professionnels qui passe par l'arrêt des contre-réformes mises en œuvre ces dernières années. Elle exige Monsieur le Ministre que vous publiez le nombre de suicides du Ministère et qu'un vrai travail de prévention soit élaboré. Elle défend l'organisation d'enquêtes immédiates des CHSCT pour élaborer les mesures de prévention adéquates.

Au moment où le gouvernement veut supprimer les CHSCT et les compétences des CAP dans tous les ministères, au moment où il veut supprimer tous les régimes de retraites et baisser brutalement le montant des pensions, la FNEC FP-FO appuiera tout ce qui peut contribuer à mettre un terme à cette spirale destructrice. Face à la gravité de la situation, la cgt-FO a réaffirmé lors de son Comité Confédéral National : *« nous sommes prêts à aller à la grève. La cgt-FO soumet la proposition de rejoindre, par un appel interprofessionnel, la grève unie des syndicats de la RATP et des transports à compter du 5 décembre prochain pour empêcher et mettre en échec le projet Macron/Delevoye. »*